

Colombie

Concernant l'attaque militaire du gouvernement d'Uribe, laquais de l'impérialisme

Le samedi, 1 mars, le gouvernement colombien d'Álvaro Uribe, directement soutenu et orienté par les Etats-Unis, a envahi l'Equateur dans une opération militaire pour assassiner Raúl Reyes, le numéro 2 du secrétariat des Forces Révolutionnaires de la Colombie (FARC). Reyes et 16 guérilleros ont été bombardés par l'aviation colombienne lorsqu'ils dormaient. Cette attaque a été suivie par une invasion terrestre qui a finalement abouti à l'assassinat des survivants.

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième International (LIT-QI) condamne cette attaque militaire et la violation de la souveraineté de l'Equateur. L'impérialisme, par le biais du gouvernement marionnette d'Uribe, prétend instaurer la même pratique que celle d'Israël contre les organisations palestiniennes dans les territoires occupés et contre le Hezbollah au Liban, c'est-à-dire le « droit » de les attaquer en tout lieu, en violant totalement la souveraineté des pays de la région. En Amérique du Sud, l'impérialisme cherche quelque chose de ce genre : le *Plan Colombie* et le *Plan Patriote* sont des tentatives de mettre en échec la guérilla des FARC et de transformer le pays dans une forteresse yankee dans la région, financée avec des milliards de dollars d'aide militaire et prête à intervenir dans les autres pays.

Il faut une mobilisation unitaire de masses, qui unifie les travailleurs et les secteurs populaires, pour mettre fin à cette agression militaire de l'impérialisme et ses agents dans le continent. La LIT-QI appelle toutes les organisations ouvrières, paysannes, estudiantines et populaires du continent à exiger des gouvernements des pays latino-américains de rejeter l'attaque du gouvernement colombien contre l'Equateur et de rompre les relations politiques et diplomatiques avec le gouvernement marionnette d'Álvaro Uribe.

La LIT-QI n'est pas pour une guerre entre des pays exploités par l'impérialisme. Toutefois, dans ce cas, il y a une agression militaire d'un gouvernement agent de l'impérialisme contre un pays (l'Equateur) et la menace contre un autre (le Venezuela). Uribe est seulement le bras de Bush. Dans le cas où cette attaque se transformerait dans une guerre - alternative qui, pour le moment, n'est pas la plus probable - nous ne douterions pas un instant à appeler à la défense de l'Equateur et du Venezuela contre l'agression militaire de l'impérialisme et ses acolytes.

En ce moment, la défense de l'Equateur et du Venezuela exige plus que des discours et des déclarations de condamnation. Il faut des mesures anti-impérialistes effectives de la part des gouvernements de Hugo Chavez et de Rafaël Correa. La première mesure est que le gouvernement Correa exige que l'impérialisme américain évacue immédiatement la Base de Manta, qui a participé, selon des dénonciations, à la logistique de l'opération militaire pour tuer Reyes.

La seconde est l'expropriation, sans indemnisation et avec contrôle ouvrier, des multinationales pétrolières qui continuent, en association avec les entreprises étatiques de ces pays, à exploiter les hydrocarbures au Venezuela et en Equateur. On ne peut pas envisager la préparation pour la défense militaire du Venezuela et de l'Equateur contre l'agression de l'armée colombienne - armée, conseillée et orientée par l'impérialisme - si les entreprises de l'ennemi agissent avec une liberté totale pour exploiter la classe ouvrière du Venezuela et de l'Equateur et pour défendre les intérêts impérialistes. D'autre part, il est fondamental de cesser de payer la dette externe que draine les ressources de ces deux pays et dont le paiement est utilisé par l'impérialisme pour financer son appui au gouvernement d'Uribe et à l'armée marionnette de la Colombie.

Finalement, pour qu'il y ait une véritable unité des travailleurs et des peuples vénézuélien et équatorien contre les agressions du gouvernement d'Uribe et de l'impérialisme, il est fondamental d'exiger que les gouvernements du Venezuela et de l'Equateur s'occupent des revendications justes de la classe ouvrière, tels que le rajustement de salaires en accord avec l'augmentation du coût de la vie, la liberté et l'autonomie syndicale, et la fin de la persécution politique aux dirigeants syndicaux et autres activistes et militants sociaux.

D'autre part, la LIT-QI se solidarise avec les FARC pour la mort d'un de ses dirigeants. Nous défendons les guérillas contre les agressions de l'impérialisme et des Etats bourgeois. Cette position de principes n'implique pas notre accord, ni avec la stratégie ni avec les méthodes des FARC. Dans son programme, cette organisation défend un gouvernement d'unité nationale qui inclut la bourgeoisie et des secteurs de la droite en Colombie. Elle défend une réforme de l'Etat et de la démocratie bourgeoise, et non une révolution socialiste. Les FARC cherchent à remplacer la mobilisation de masses, de la classe ouvrière et du paysannat, par la lutte militaire d'une armée populaire contre l'armée bourgeoise. D'autre part, nous sommes totalement en désaccord avec la méthode de mener des actions militaires et des kidnappings de manière totalement séparée du mouvement de masses et en marge de celui-ci, ce qui mène souvent à choquer le sentiment des travailleurs et des secteurs populaires. Tout ceci se résume en un programme et une stratégie réformistes accompagnés d'une tactique de guérilla, c'est-à-dire, un réformisme armé.

La LIT-QI n'est pas d'accord avec ces positions des FARC. Nous répudions toutefois l'attaque du gouvernement d'Uribe et de l'impérialisme contre cette organisation, nous manifestons notre solidarité avec elle et nous appelons toutes les organisations du mouvement de masses à exiger des gouvernements latino-américains, en commençant par ceux de Chávez et de Correa, qu'ils reconnaissent les FARC comme force belligérante.

De même, la LIT-QI dénonce le rôle dictatorial et assassin du gouvernement d'Uribe : il encourage l'action des paramilitaires, des trafiquants de stupéfiants, des multinationales et de l'armée, qui ont massacré des paysans, des étudiants, des travailleurs et des dirigeants syndicaux, avec le solde de 40 mille « disparus » et l'expulsion de 4 millions de paysans de leurs terres, sous prétexte de combattre la guérilla. La LIT-QI se solidarise avec la résistance du peuple colombien contre la barbarie militaire et les crimes de l'Etat. Il faut une véritable campagne démocratique contre l'impunité de ces crimes, et pour le châtement de ses auteurs qui continuent à agir de façon organisée. Il s'agit de deux aspects fondamentaux de la même lutte : contre les crimes du gouvernement d'Uribe en Colombie et contre ses agissements comme agent de l'impérialisme dans la zone.

En ce sens, nous appelons à toutes les organisations ouvrières, populaires et démocratiques de l'Amérique latine et du monde entier à se joindre aux mobilisations qui auront lieu dans différents pays, le 6 mars, en hommage aux victimes des paramilitaires et des crimes de l'Etat en Colombie, en protestant ainsi contre ces faits et contre l'agression militaire du gouvernement d'Uribe au peuple de l'Equateur.

LIT-QI
le 4 mars 2008